



Déclaration liminaire de l'UNSA-Education au CTPD de l'Ardèche du 24 janvier 2011

Alors que le ministre de l'Education nationale s'auto-décerné un satisfecit eu égard aux réformes engagées concernant le système éducatif :

- poursuite de la mise en œuvre du nouveau lycée dans la classe de 1^{ère}, sans anicroches...
- poursuite de la rénovation de la voie professionnelle : un succès !
- mise en place d'une réforme de la formation initiale des futurs enseignants « de haut vol » !...
- développement du dispositif CLAIR bientôt élargi aux écoles (ECLAIR), avec pour objectif le remplacement de l'expérimentation RAR : une innovation « d'avant-garde » !
- pseudo-revalorisation financière du métier d'enseignants : mais un effort considérable concédé par l'Etat !...

On pourrait penser que l'opinion publique -donc le contribuable- soit transportée dans le monde merveilleux des contes de fées... La réalité s'avère pourtant bien différente pour les personnels, leurs conditions de travail et celles de leurs élèves...

Avec **16000** nouvelles suppressions de postes inscrites au budget pour la rentrée 2011, c'est la froide réalité d'une carte scolaire ravageuse à venir pour tous les niveaux d'enseignement et dans la quasi totalité des académies, qui ramène le citoyen à la conscience !

La volonté politique et idéologique du gouvernement demeure déterminée à traquer les « gisements d'économies d'emplois ». L'application du dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, se poursuit malgré l'augmentation des effectifs, due notamment à l'arrivée au collège de la « génération 2000 », et en dépit de la diminution de la part du PIB national consacrée à l'Education de **0,6 %** en 10 ans.

Parallèlement, l'enseignement privé se voit offrir par le parlement un magnifique cadeau de **4 millions** d'euros ponctionnés sur les crédits initialement destinés au public... Cela à l'initiative du sénateur haut-savoyard Carle, originaire de notre académie.

Ni la publication de la dernière enquête PISA qui montre le creusement des inégalités scolaires selon l'origine sociale des élèves à la sortie du collège, ni la récente enquête de la Depp, qui précise que **17,5 %** des élèves sont en grande difficulté à l'issue de la 3^e, n'influent en aucune manière, sur cette politique gouvernementale dogmatique et irresponsable menée depuis 4 ans !

Dans un tel contexte, comment imaginer pouvoir mieux aider les élèves à réussir ? Traiter la grande difficulté scolaire ?

Comment éviter la sortie du système éducatif, sans qualification, de 150 000 jeunes chaque année ?

Comment accueillir dans de bonnes conditions 50 000 élèves supplémentaires en 6^{ème} avec une telle réduction drastique des emplois, au moment même où d'autres pays européens choisissent d'investir davantage dans l'Education ?

En réponse à ces interrogations, et **pour faire en sorte de maintenir la qualité de notre école publique, les 25 organisations syndicales membres du collectif « l'Education est notre avenir » ont appelé l'ensemble des citoyens à refuser les conséquences induites par l'adoption d'un tel budget, très certainement entériné par le vote parlementaire, et à participer, le samedi 22 janvier 2011, aux nombreuses mobilisations locales de sensibilisation de l'opinion publique.**

François LAPPE

Secrétaire Départemental de l'UNSA-Education